



## Déclaration liminaire CGT au CSAL

**DRFiP67 du 12 juillet 2024 (reconvocation)**

Monsieur le Président,

Au lendemain du résultat en France des élections européennes et de l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée Nationale, nombre de nos collègues ont été saisis d'inquiétude, voire de peur de l'avenir. Au lendemain donc, le 10 juin 2024, la Confédération Générale du Travail (CGT) s'exprimait sur la banalisation des idées nauséabondes véhiculées par l'extrême droite par un président de la République qui a mené, en même temps, depuis son accession, et avec le patronat, une politique sociale violente qui fragilisa la structuration de notre société et le « vivre ensemble ».

En décidant d'organiser des élections législatives en trois semaines à la veille des Jeux Olympiques et après les premiers départs en vacances d'été, le président de la République a joué, encore une fois, avec le feu, en faisant primer de petits calculs politiques tout en servant de tremplin à l'extrême droite.

Forte de son histoire, la CGT a pris toutes ses responsabilités pour empêcher qu'à nouveau les travailleuses et les travailleurs ne soient enfermés dans une fausse alternative entre l'extrême droite et le néolibéralisme, l'autre danger pour une société de progrès social.

Dès le 10 juin, la CGT a affirmé que notre République et notre démocratie étaient en danger. Et comme l'indignation ne suffit pas, elle a appelé pour empêcher la catastrophe, à l'unité de la gauche et à construire un Front Populaire, comme alternative au danger que représente une extrême droite au pouvoir.

Le 11 juin, les syndicats responsables et conscients du danger que sont la CGT – la CFDT – l'Unsa-FSU et Solidaires, ont pris leur responsabilité en rappelant que depuis des années notre pays traverse une crise sociale et démocratique causée par une politique qui tourne le dos au social et qui crée le déclassement.

L'abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès pour nombre de nos concitoyens et la banalisation des thèses racistes constituent en effet le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré et prospère encore. Pour ces 5 organisations syndicales, notre République et notre démocratie étaient en danger.

Bien qu'indépendante, la CGT a des positions, elle n'est pas neutre, encore moins face à l'extrême droite raciste, antisémite, xénophobe, antiféministe et homophobe.

La CGT 67 a pris position politiquement en appelant clairement aux manifestations dans le Bas-Rhin pour dénoncer l'imposture sociale de l'extrême droite et le risque de leur arrivée au pouvoir, écho de la situation dramatique et fasciste traversée en Europe dans les années 1930. Qu'en serait-il avec l'extrême droite au pouvoir pour les femmes et les hommes fonctionnaires qui ont choisi de servir le service public et l'intérêt général ?

Alors, en responsabilité, nous avons œuvré pour que l'espoir demeure, pour reconquérir des droits sociaux et de pouvoir agir en faveur de meilleures conditions de travail pour les travailleurs.

Mais le danger fasciste demeure puisqu'une partie importante des électeurs a effectivement voté pour des partis qui véhiculent la peur de l'autre, la haine et le racisme. Il s'agit toujours de convaincre que le mieux vivre ensemble ne passe pas par l'extrême droite.

Pour la CGT, au lendemain de ces élections législatives, il est urgent de répondre à l'urgence sociale et environnementale, avec des propositions fortes pour augmenter les salaires et les pensions, défendre notre industrie et nos services publics et gagner le droit à la retraite à 60 ans.

Alors, Monsieur le président, dans le cadre de ce Comité Social d'Administration Local (CSAL), nous envisageons un espoir, un espoir naissant mais encore à conquérir, pour aboutir à une amélioration des conditions de travail, amélioration tant attendue par les agents de la DRFiP67, les nombreuses fiches de signalement, qu'elles soient individuelles ou collectives, en attestent.

Le changement de gouvernement à venir, qui impactera aussi Bercy, doit donc être accompagné d'une pause dans toutes les réformes, ce qui inclut bien évidemment le projet de la semaine de travail en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP, mais aussi le flex-office prévu et annoncé par la DRFiP67 pour un service de la direction et les restructurations prévues dans l'Eurométropole, ainsi que toute autre réforme dans les tiroirs de la Direction. Nous attendons donc une clarification en ce sens de votre part.

Les représentants CGT au CSAL du 12 juillet 2024